

Tourmente au sein de la commission d'études de Viola Amherd

- 23.08.2024
- Le Temps
- PHILIPPE BOEGLIN, BERNE

Tourmente au sein de la commission d'études de Viola Amherd

Le socialiste Pierre-Alain Fridez a quitté l'instance en cours de route, tandis qu'une écologiste et un UDC ont songé à l'imiter. L'organe aurait été savamment composé pour épouser la ligne du Département de la défense. Son rapport n'est pas encore publié que, déjà, elle fait des vagues. La commission d'études sur la politique de sécurité, instituée par le Département fédéral de la défense et la ministre Viola Amherd, vit des remous, alors qu'elle se prépare à présenter ses conclusions le 29 août prochain. L'un de ses membres, le conseiller national socialiste Pierre-Alain Fridez, a ainsi quitté la commission avant la fin des travaux, avec l'accord de la tête de son parti, a appris Le Temps. Pis, deux de ses homologues parlementaires ont envisagé d'en faire de même: l'écologiste Marionna Schlatter et l'UDC Thomas Hurter.

Selon certains initiés, les trois élus ont jugé l'exercice inutile et mal conduit. Ils estiment que le Département de la défense (DDPS) et sa cheffe ont principalement garni la commission d'études avec des experts et personnalités alignés sur leur stratégie, annihilant les débats d'opinion. Les thèmes et les exposés semblaient choisis à l'avance. L'OTAN, pomme de discorde. D'autres membres de la commission partagent cet avis. Ils n'ont pas eu l'impression de pouvoir réellement apporter leur pierre à l'édifice de la politique de sécurité de demain, celle qui doit faire face aux nouveaux défis créés par l'invasion russe en Ukraine.

Pourtant, la commission est censée livrer «des impulsions» en politique de sécurité «pour les années à venir», écrivaient les services de Viola Amherd dans un communiqué de juin 2023. «La commission doit notamment exposer comment pourrait être mise en place une politique de sécurité suisse durable, c'est-à-dire adaptée aux menaces et aux dangers, correspondant aux ressources, bénéficiant d'un large soutien en Suisse et de la considération requise à l'étranger.» A entendre des voix sceptiques, le débat n'aurait pas vraiment eu lieu. Le rapprochement avec l'OTAN, désiré par le Département de la défense et sa conseillère fédérale, n'aurait pas fait l'objet d'une remise en cause. De quoi fâcher la gauche rose-verte et l'UDC, parti conservateur.

Les premiers pour des motifs pacifistes, les seconds pour des questions liées à la neutralité suisse. Outre ces désaccords politiques, l'organisation du travail de la commission a mécontenté une partie de ses membres. Le responsable de la rédaction du rapport, l'ancienne éminence grise du Département de la défense, Christian Catrina, a d'ailleurs jeté l'éponge l'année passée encore, avait rapporté le Blick. «Au début des travaux, la manière de travailler et l'organisation de la commission n'étaient vraiment pas satisfaisantes. Il n'y avait pas suffisamment d'échanges entre les participants et de discussions sur le fond», déplore le conseiller national Thomas Hurter (UDC/ SH).

«En plus, la composition de la commission a donné une majorité claire aux soutiens de la politique de Mme Amherd. Le résultat final semblait avoir été décidé à l'avance. J'ai donc sérieusement pensé à quitter la commission. Je ne l'ai finalement pas fait, car je trouve préférable de proposer et de défendre nos idées jusqu'au bout du processus.» Contactés, Pierre-Alain Fridez (JU) et Marionna Schlatter (ZH) n'ont pas souhaité s'exprimer.

Ils préfèrent attendre la publication du rapport de la commission. Armes fourbues. Une approche que l'autre partie, le Département de la défense, semble partager, puisqu'il nous répond qu'une «communication active sur le sujet est prévue pour ces prochains jours», et que «nous ne nous exprimerons pas, plus avant, d'ici là». Le président de la commission, Valentin Vogt, ancien président de l'Union patronale, nous a fait la même réponse. Nul doute que les trois partis UDC, PS et Vert-e-s ne vont pas mâcher leurs mots une fois le rapport publié. Chez les écologistes, le

vice-président du groupe parlementaire Fabien Fivaz (qui n'était pas membre de ladite commission) fourbit ses armes.

«Le résultat des discussions était couru d'avance: Viola Amherd et le Département de la défense ont fait en sorte qu'une claire majorité des participants épousent leur ligne. Cette commission d'études est un alibi. Elle ne sert qu'à valider des décisions et des orientations déjà prises. Je doute que ses travaux amènent des idées intéressantes et réalisables pour le processus politique.» En tout cas, si la gauche et l'UDC s'allient au Conseil national, ils y disposeront d'une majorité numérique.